

ANALYSE

Laurent
Joly

Le savoir
des victimes

LE SAVOIR DES VICTIMES.
COMMENT ON A ÉCRIT
L'HISTOIRE DE VICHY ET DU
GÉNOCIDE DES JUIFS DE 1945
À NOS JOURS



Sur la couverture, un jeune Serge Klarsfeld (1972), arborant l'étoile jaune et tenant sous le bras le livre de Joseph Billig *Le Commissariat général aux questions juives*, assiste aux obsèques de Xavier Vallat, l'homme qui précisément dirigeait ce commissariat... Cette photo indexe une prise de parti de l'auteur : quoique lui-même historien, Laurent Joly choisit le militant contre les « historiens patentés ».

Pour retracer cette histoire au second degré qu'est la manière d'écrire l'histoire, il répertorie à la fois les travaux des « vrais » historiens et des nombreux amateurs, de bonne foi ou non, qui ont proliféré dans le champ, ce qui fait apparaître les étapes d'une prise de conscience, de 1945 à nos jours, sur la persécution des Juifs en France. Prise de conscience avec ses tournants, comme le discours de Chirac en 1995

ou les attermoissements – litote – de Mitterrand pour retarder le procès Bousquet, et peut-être surtout la fondation de l'État d'Israël (1948) sur laquelle nous reviendrons.

S'opposent en effet deux camps pour écrire l'histoire de la période de Vichy.

D'un côté, les tenants du « moindre mal », ceux qui estiment que Pétain et Laval ont quelque peu limité les dégâts et protégé les Juifs de la politique raciale allemande. Ils rallient tous ceux qui ont intérêt à ce que l'on n'examine pas de trop près ce qui s'est passé entre 1940 et 1944 : non seulement les membres du gouvernement de Vichy et les fonctionnaires, grands ou petits, qui ont relayé leur politique, mais aussi tous les « bons Français » qui ont spolié les Juifs, ont occupé leurs appartements et défendent sans gêne ces « acquis », par le biais de l'« Association française des propriétaires de biens aryannisés » ou de la « Fédération nationale des locataires de bonne foi » ! Cela, sur fond d'un antisémitisme répandu dans la population, comme en témoigne ce tract : « entre la PESTE hitlérienne et le CHOLÉRA juif, les Français n'ont pas à choisir. »

De l'autre, tous ceux qui, déportés ou enfants de déportés, ont subi la politique antijuive de Vichy et qui veulent faire reconnaître leur histoire. Or, le récit qui domine alors, c'est le récit héroïsé de la Résistance, qui bénéficie du soutien de l'État et va se trouver en « concurrence » avec le récit du génocide : Laurent Joly retrace comment, peu à peu, ce dernier va émerger, en se démarquant à la fois du récit « vichyssois » et du récit héroïque.

En un premier temps, le Centre de documentation juive contemporaine, créé en 1945, s'emploie à recueillir documents et témoignages, grâce notamment aux archives de l'ex-Commissariat général aux questions juives. Sa documentation appuiera la délégation française auprès du Tribunal militaire international de Nuremberg.

Les publications de Léon Poliakov, de David Rousset, d'Henri Monneray et de Joseph Billig fondent un savoir solide sur la persécution raciale, mais elles n'ont encore qu'un effet restreint – ce qui est manifeste quand René Bousquet, ancien chef de la police de Vichy, est acquitté au terme d'un court procès. D'autant que se met en place très tôt un thème plus réconfortant pour l'opinion, « les Français ont sauvé des Juifs », et l'on en donne pour preuve la lettre pastorale de M^{gr} Saliège en août 1942 et l'ensemble des protestations religieuses.

Face à ces premières élaborations, à partir du début des années 1950, apparaissent les « premiers révisionnistes ». On réclame la fin de l'épuration, une amnistie générale ; certains dénoncent des exactions de la Résistance, la famille de Pierre Laval fait campagne pour sa réhabilitation. Au nom du danger communiste, le thème de la « réconciliation » gagne du terrain : c'est ainsi que Robert Aron, dans son *Histoire de Vichy* (1954), ose mettre sur le même plan les Juifs persécutés par Vichy et les « réprouvés » de l'épuration. Xavier Vallat, devenu un conférencier royaliste, fait la promotion de ses Mémoires : amnistié, il engage des procès en diffamation dès qu'une publication ou une organisation le traite de « fourrier des camps nazis ».

En fait, Laurent Joly constate l'apparition d'un « savoir alternatif dont l'objectif vise en vérité à réhabiliter les grandes figures du régime de Vichy ». Indice significatif, les manuels d'histoire imputent les rafles de l'été 1942 aux seuls Allemands.

Les librairies regorgent de livres sur la période. Mais, face à quantité de biographies édifiantes sur Pétain ou d'ouvrages apologétiques sur l'action de Vichy, le thème du génocide s'impose peu à peu, avec des œuvres marquantes comme *Le Dernier des Justes* d'André Schwarz-Bart, qui remporte le prix Goncourt (1959), *Treblinka* de Jean-François Steiner (1966) ; en Allemagne, *Le Vicaire* de Rolf Hochhuth (1963). Surtout, *La Grande Rafle du Vel d'Hiv* de Claude Lévy et Paul Tillard (1967), succès de librairie inattendu, « pourfend le mythe d'une France résistante ». Les auteurs, anciens résistants communistes, n'ont pas la rigueur des historiens, ils commettent des erreurs factuelles, mais, suggère Laurent Joly, l'important est leur engagement et l'exactitude fondamentale des faits.

Leur livre sera suivi du film-choc de Marcel Ophüls, *Le Chagrin et la Pitié*. L'ORTF refuse de le diffuser, refus fondé sur une préconisation de René Rémond, le célèbre historien auteur du classique *La Droite en France...* Le film sort néanmoins au cinéma et provoque de larges controverses, non seulement du côté attendu des vichystes, mais de certains résistants ou déportés qui jugent que le film est une insulte au peuple français, à la Résistance.

Enfin, la mise au point décisive vient de l'ouvrage d'un Américain, Robert Paxton, sur une commande de Roger Errera, jeune éditeur et conseiller d'État : *La France de Vichy* (1973). Alors que le marché éditorial, les revues de vulgarisation historique, sont dominées par les thèses vichystes, Paxton apporte un démenti frontal. Le livre est un choc pour les universitaires français, que Paxton démode, mais l'Université tarde à en prendre acte : au programme de l'agrégation d'histoire, les thèses « révisionnistes » sont évoquées au même titre que les autres.

L'opposition, déjà signalée, entre les historiens et les militants (de la mémoire vichyste, de la mémoire résistante, de la mémoire juive) va s'incarner avec la figure de Serge Klarsfeld et son *Mémorial de la déportation des Juifs de France* (1977). Klarsfeld n'est pas historien, mais son travail a toute la rigueur de la recherche historique. Sa radicale nouveauté, c'est qu'avant lui « personne [...] n'avait encore traduit cette réalité statistique [l'estimation du nombre des déportés] dans un livre-mémorial listant les noms des victimes. »

Comme une « réponse », l'année suivante, *L'Express* titre sur la déclaration célèbre de Darquier de Pellepoix, « À Auschwitz, on n'a gazé que les poux. » Cette déclaration, qui fait scandale, a un double effet : certes, elle « offre une tribune inespérée à ce que l'on ne nomme pas encore le “négationnisme” », mais elle révèle la réalité que beaucoup ignoraient ou voulaient ignorer.

À partir de là, le rôle de Klarsfeld monte à la fois en puissance et en nature : pour lui, « le travail historique est un préalable à un grand “procès de la politique antijuive de Vichy” [...] », ce qui « reconnecte l'écriture de l'Histoire à la logique judiciaire dont elle paraissait s'être dégagee. »

Le procès Papon, amorcé en 1981, le procès Barbie, l'action de Klarsfeld contre René Bousquet, dont le procès n'aura malheureusement pas lieu, l'intéressé étant assassiné avant de pouvoir être inculpé, l'attentat de la rue Copernic, autant d'événements que Laurent Joly analyse en détail et qui convergent à mettre en lumière ce qui jusqu'alors avait été occulté ou minoré :

« Pour le régime pétainiste, le “dossier juif” était considéré comme mineur – c'est d'ailleurs la conviction que l'opinion ne trouverait rien à redire à des déportations massives visant des familles juives apatrides “indésirables” qui a entraîné les dirigeants de l'État français dans l'action criminelle à l'été 1942. »

Dans les étapes de cette prise de conscience par l'opinion, l'auteur a le souci de marquer la scansion des événements sur les progrès de la prise de conscience. On est néanmoins surpris du peu de place fait à la fondation de l'État d'Israël, en 1948, que l'auteur mentionne sans tellement y insister. Il est pourtant vraisemblable que ce fait et ses suites n'ont pas été sans conséquence sur l'antisémitisme français et les réactions à l'antisémitisme.

En revanche, c'est à juste titre qu'il évoque assez brièvement le procès Eichmann, dans la mesure où il n'y a pas été question de Vichy.

Au terme de cette longue bataille, dont Laurent Joly nous donne à voir en détail les différents protagonistes, il conclut :

« Cette “victoire des historiens” est d’abord et avant tout celle de Serge Klarsfeld, celle du savoir des victimes, celle du CDJS d’Isaac Schneersohn, dont la grille de lecture fonde désormais la vision historique officielle de la France. »

En épilogue, l’auteur propose une réflexion intitulée *Savoir scientifique et révisionnisme historique des années 1990 à nos jours*. Il montre que, dégagée à présent de la logique judiciaire, la recherche historique se déploie, comme en témoignent de nombreux ouvrages, thèses, mémoires. Les manuels d’histoire ont été modifiés, la partie semble gagnée.

Néanmoins, si le pétainisme n’a plus de réalité sociologique, la rhétorique révisionniste se relance, sur fond de montée des populismes, de complotisme, de contestation souterraine de la « science officielle ».

C’est ainsi qu’Éric Zemmour, dans *Le Suicide français* (2014), s’en prend à Paxton, coupable à ses yeux du déclin de la France, ainsi qu’à Chirac et critique la « repentance » ... ce qui est un des marqueurs de l’extrême droite doctrinaire et caractéristique du savoir alternatif répandu sur Internet.

Laurent Joly ne dissimule pas le soutien de Serge Klarsfeld en 2024 au Rassemblement National, soutien qui a consterné tous ceux qui lui étaient reconnaissants de son action antérieure, mais surtout a paru un inexplicable trou de mémoire quant aux origines de ce parti dont l’antisémitisme fait partie intégrante...

Il y a un discours des bourreaux, structurellement voué au mensonge, comme le dit bien Georges Wellers, un des artisans du CDJC :

« On ne peut pas adresser de critiques à un accusé qui joue sa tête, pour le choix de ses moyens de défense quels qu’ils soient, y compris le mensonge, l’affabulation et le dénigrement des évidences. Par contre, l’utilisation de pareils procédés par toute autre personne doit être condamnée et combattue. »

Et il y a une parole des victimes dont tous les historiens, en particulier ceux qui travaillent en histoire orale, connaissent et admettent la possible fragilité. Mais, en articulant la parole des victimes et la rigueur historique, on construit effectivement un « savoir des victimes ». C’est le grand intérêt du livre de Laurent Joly, de nous donner accès à cette parole et à ce savoir trop longtemps minorés.



Depuis 2003, l’action de l’ASBL Mémoire d’Auschwitz s’inscrit dans le champ de l’Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l’objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l’ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l’esprit critique et renforce le débat d’idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d’auteurs extérieurs à l’ASBL.